



PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 8 DÉCEMBRE 2025

La réunion a débuté le 8 décembre 2025 à 18h30 sous la présidence du Maire, Madame NICOLAS-VIOT Dominique.

Membres présents :

Monsieur BREDAS Christian
Monsieur DURELLO Rodrigue
Madame FORGET Odile
Madame LAMBINET Christine
Monsieur LUCE Jacques
Monsieur MAHIEU Amaury
Monsieur MANZONI Thierry
Monsieur MORLET Eric
Madame NICOLAS Valérie
Madame NICOLAS-VIOT Dominique
Madame SILICANI Marie-Inés (arrivée à 18h45)
Monsieur SOSSONG Pascal
Monsieur VANDERMEYNSBRUGGEN Gilles
Madame VASSAUX Claire
Madame VIOT Léa

Monsieur LEGUILLIER Maxime de l'ONF, invité à la séance

Membres absents représentés :

Monsieur BONALDA Bertrand Pouvoir donné à M LUCE Jacques
Madame FIORE Anne Pouvoir donné à Mme VASSAUX Claire
Madame VANHOOREN Cathy Pouvoir donné à Mme NICOLAS-VIOT Dominique

Membres absents :

Madame LALUE Valérie
Monsieur LINDENBERGER Dominique
Monsieur MAGNY Jérémy
Madame PINTO Marina
Monsieur RODRIGUES Jean-Michel

Secrétaire de séance : Madame VIOT Léa

Le procès-verbal de la séance du 1^{er} décembre est validé à l'unanimité des membres.

Le quorum (plus de la moitié des 23 membres) étant atteint, la séance est ouverte.

Ordre du jour :

- 2025_061 - Forêt communale de Vivier-au-Court - Révision du document de gestion
- 2025_062 - Décision Modificative n°2
- 2025_063 - Tarifs divers à compter du 1er janvier 2026
- 2025_064 - Création de poste aux Services Techniques
- 2025_065 - Contrat de travail : augmentation de la quotité hebdomadaire
- 2025_066 - Participation des collectivités extérieures pour la scolarisation des enfants au groupe scolaire François Mitterrand
- 2025_067 - Crédits scolaires 2026
- 2025_068 - Ouverture des crédits en investissement et en fonctionnement pour 2026
- 2025_069 - Demande de reprise PROXI
- 2025_070 - Convention Espace Social et Culturel Victor Hugo (ESCVH) 2026-2028
- 2025_071 - Demande de participation du collège pasteur pour achat d'un audiomètre
- Questions diverses

2025_061 - Forêt communale de Vivier-au-Court - Révision du document de gestion

La révision du document de gestion de la forêt communale implique une approche contractuelle qui précise les relations entre les communes propriétaires de forêts et l'Office National des Forêts (ONF).

Ce document, qui est un élément réglementaire, est essentiel pour la gestion durable des forêts communales. Il est important pour les élus de comprendre les objectifs de gestion et de s'assurer que la forêt est gérée conformément à un document d'aménagement. L'ONF est responsable de l'élaboration et de l'approbation de ce document par l'organe délibérant de la forêt concernée. Les collectivités forestières jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de cette gestion durable, en intégrant les enjeux liés à la forêt dans leurs documents de planification territoriale.

Monsieur Maxime LEGUILLIER de l'ONF est présent ce jour pour présenter aux membres du Conseil Municipal le projet d'aménagement de la forêt de Vivier-au-Court pour la période 2026-2045 (20 ans).

Ce programme comprend, sur une superficie de 11.57 hectares des opérations d'améliorations, d'entretien, de plantations et de régénérations des peuplements.

Après avoir entendu l'exposé des propositions faites par l'ONF,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

ACCEPTE ce projet d'aménagement établi pour la période 2026/2045

SOLLICITE les services de l'ONF pour la rédaction de celui-ci

18 voix pour

2025_062 - Décision Modificative n°2

Madame le Maire indique qu'il y a lieu d'établir la décision Modificative suivante :

- pour régulariser des opérations patrimoniales
- pour régulariser des imputations erronées dans les prévisions budgétaires

INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
Article / Chapitre/Opération	Montant	Article / Chapitre/Opération	Montant
212/21 Agencements	200 000,00 €	024 Produits de cession	825,00 €
2171/21 Terrain mis à dispo	- 200 000,00 €	1321/13 Subv Etat	- 75 000,00 €
2115/21 Terrains Bâti	26 971,00 €	1322/13 Subv Région	67 000,00 €
2152/21 Installation voirie	1 500,00 €	1326/13 Subv Etab. Publics	- 28 640,00 €
		1328/13 Subv Autres tiers	20 000,00 €
		13461/13 DETR	44 286,00 €
041/231 Opérations patrimoniales	25 000,00 €	041/238 Opérations patrimoniales	20 000,00 €
		041/203 Opérations patrimoniales	5 000,00 €
TOTAL	53 471,00 €	TOTAL	53 471,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

ACCEPTE cette décision modificative n°2

AUTORISE madame le Maire à signer tout document afférent à ce dossier

18 voix pour

2025_063 - Tarifs divers à compter du 1er janvier 2026

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal les différents tarifs en vigueur actuellement dans la commune qu'il s'agisse de locations de salle ; des tarifs de sépultures, de location de matériel, etc...

Madame le maire propose une augmentation, de ceux-ci, équivalente à l'inflation 2025 soit 2%.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

VOTE les tarifs suivants annexés applicables à compter du 1er janvier 2026

18 voix pour

TARIFICATION A COMPTER DU 1ER JANVIER 2026

LOCATION DE SALLES	Particuliers et associations de Vivier-au-Court (VAC)	Extérieurs
Complexe ARENA		
Manifestations payantes pour le WK		612,00 €
Manifestations non payantes pour le WK		490,00 €
La Vivaroise		
Salle (week-end)	368,00 €	980,00 €
Cuisine (week-end)	123,00 €	245,00 €
Vaisselle (week-end)	172,00 €	245,00 €
Loges (week-end)	68,00 €	68,00 €
Salle pour LOTO / BELOTE (week-end)	294,00 €	980,00 €
Salle à la journée en semaine	288,00 €	560,00 €
Utilisation Com. D'Agglomération pour Conseils Communautaires		150,00 €
Forfait chauffage pour ARENA et VIVAROISE du 1er octobre au 31 mars facturé en plus (dans tous les cas y compris pour gratuité associative)	100 € le week-end 50 € la journée	100 € le week-end 50 € la journée
Une gratuité pour les associations vivaroises par an, cette gratuité ne s'appliquera qu'après une année d'existence (cf date de déclaration auprès de la Préfecture)		
Salle Panier (- de 75 personnes)		
Café enterrement (la journée)	gratuit	98,00 €
Vin d'honneur (le week-end)	98,00 €	98,00 €
Anniversaire, retraite, vide dressing	98,00 € / jour ou 123,00 € le week-end	
Salle fondation Emmaüs		
Tarif à la journée incluant les fluides et le ménage		40,00 €
LOCATION DE MATERIEL		
Tables (l'unité)	3,00 €	
Chaises (l'unité)	0,50 €	
Bancs (l'unité)	0,50 €	
Mange debout (l'unité)	5,00 €	
COVOITURAGE		
Abonnement trimestriel	16,00 €	
MEDIATHEQUE		
Adultes	gratuit	
Enfants	gratuit	
CIMETIERE		
Concession pour 30 ans	184,00 €	
Concession caverne pour 30 ans	1 102,00 €	
Concession colombarium pour 30 ans	686,00 €	
Pas de réservation possible, les concessions ne pourront être acquises que lors du décès		

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC		
Place de stationnement : redevance annuelle	80,00 €	
FRAIS DE GARDE ANIMAUX		
Frais de capture	50,00 €	

2025_064 - Création de poste aux Services Techniques

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L.332-8-2,

Vu les besoins aux Services Techniques,

Vu la nécessité de créer un poste relevant du cadre d'emplois des Adjoints Techniques à compter du 1er février 2026,

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de créer un emploi permanent d'Agent électricien et de maintenance électrique à temps complet à compter du 1er février 2026,

A ce titre cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emploi des Adjoints Techniques relevant de la catégorie hiérarchique C :

- Adjoint Technique
- Adjoint Technique principal de 2ème classe
- Adjoint Technique principal de 1ère classe

Dans l'hypothèse où la vacance d'emploi ne serait pas pourvue par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire et afin de répondre aux besoins des services, l'emploi pourra être ouvert à un agent contractuel recruté par voie de Contrat à Durée Déterminée pour une durée maximum de 3 ans compte tenu des besoins des services et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code (L.332-8-2).

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

- L'agent devra justifier d'un niveau scolaire équivalent au BEP ou d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans, et sa rémunération sera calculée, compte tenu des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Madame le Maire est chargée de recruter l'agent affecté à cet emploi.

Après délibération,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité

ADOpte la proposition de Madame le Maire

DECIDE de mettre à jour le tableau des effectifs

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget au chapitre 012.

18 voix pour

2025_065 - Contrat de travail : augmentation de la quotité hebdomadaire

Madame le Maire rappelle que la Commune de Vivier-au-Court dispose depuis 2022 d'une Maison France Service.

Pour en assurer l'ouverture deux agents y sont affectés : un agent permanent mis à disposition pour une quotité horaire de 25h / semaine et un agent contractuel pour une quotité horaire de 30h/semaine.

Dans le cadre de l'ouverture d'une Agence Postale Communale sur la commune de Vivier-au-Court, cet agent contractuel y intervient également.

Il a donc lieu d'augmenter la quotité horaire de cet agent de 30 heures à 35 heures / semaine et cela, à compter du 1er janvier 2026.

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 2 décembre 2025,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité
Abstention Monsieur MORLET

DECIDE d'augmenter la quotité horaire de cet agent de 30 heures à 35 heures / semaine à compter du 1er janvier 2026

DONNE mandat à madame le Maire pour signer tout document nécessaire.

17 voix pour

1 abstention : M MORLET Eric

2025_066 - Participation des collectivités extérieures pour la scolarisation des enfants au groupe scolaire François Mitterrand

Madame le Maire rappelle la délibération prise le 2 septembre 2024 pour la facturation de la scolarisation aux communes extérieures des enfants non domiciliés sur la commune de Vivier-au-Court.

La contribution de la commune extérieure de résidence est calculée par référence au coût moyen d'un élève externe scolarisé dans les écoles publiques d'accueil.

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

FIXE la participation des communes extérieures pour la scolarisation d'enfants non domiciliés sur Vivier-au-Court ainsi :

- Pour l'année 2024 : coût annuel de fonctionnement : 381 230 € pour 196 élèves
soit 1 945 € par élève

18 voix pour

2025_067 - Crédits scolaires 2026

Madame le Maire explique qu'il est nécessaire de fixer à compter de 2026 des crédits scolaires afin de pouvoir donner un cadre aux crédits affectés aux écoles maternelle et élémentaire et de faciliter le suivi budgétaire.

La direction des écoles pourra également plus facilement suivre et utiliser ces crédits.

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

VOTE les crédits scolaires suivants pour 2026 :

Fournitures et manuels scolaires	34 € / élèves
Ce crédit comprend les livres de Noël pour les enfants et l'achat des calculatrices et clés USB pour les CM2 achetés en juin.	
Voyages / transport par bus (non compris piscine)	2 800 € pour l'année
Crédits pour psychologue	150 € pour l'année
Crédits pour RASED	150 € pour l'année

18 voix pour

2025_068 - Ouverture des crédits en investissement et en fonctionnement pour 2026

Madame le maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

"Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril (ou 30 avril les années d'élections municipales), en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette."

Il est proposé d'autoriser Madame le Maire à effectuer des dépenses d'investissement avant le vote des Budgets Primitifs 2026 dans la limite du ¼ de la somme inscrite aux Budgets 2025 en respectant le détail suivant, établi par chapitres sauf pour l'imputation liée aux cautions :

Budget Général	Voté BP 2025	Alloué en 2026
Compte 165	5 000.00 €	5000.00 €
Chapitre 20	60 000.00 €	15 000.00 €
Chapitre 204	3 000.00 €	750.00 €
Chapitre 21	1 434 405.00 €	358 601 €
Chapitre 23	587 153.47 €	146 788 €

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

APPROUVE l'ouverture des crédits en investissement comme ci-dessus et 100 % en fonctionnement pour 2026.

18 voix pour

2025_069 - Demande de reprise PROXI

Madame le Maire indique au Conseil Municipal avoir rencontré le 15 octobre dernier, monsieur MOLINARO propriétaire du Tabac Presse de Vivier-au-Court à sa demande. Celui-ci charge un local plus grand afin d'agrandir son activité et la diversifier (Tabac, Française des jeux, PMU, clés, presse, épicerie, confiserie, boissons à emporter et buvette sur place)

Il a eu des échanges avec monsieur BODHUIN gérant du PROXI, il souhaiterait racheter le fonds de commerce et signer potentiellement un bail avec la commune de Vivier-au-Court pour le logement et pour l'activité commerciale.

Il souhaite savoir si le Conseil Municipal serait prêt à signer avec lui ces 2 baux à des prix identiques.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à la majorité,
Abstention Madame FORGET et Monsieur MORLET

DECIDE de ne pas vendre le bâtiment compte tenu du fait qu'il y a l'Agence Postale et France Service dans ces mêmes locaux

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

NE S'OPPOSE PAS au transfert de son bureau de Tabac dans les locaux du PROXI

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,
PROPOSE pour le logement un loyer de 500 € avec indexation IRL
PROPOSE pour le garage un loyer de 45 € avec indexation IRL

Le Conseil Municipal, à la majorité,
Abstention Madame FORGET et Monsieur MORLET
PROPOSE pour le bail commercial un loyer de 350 € avec indexation ILAT

16 voix pour
2 abstentions : Mme FORGET Odile, M MORLET Eric

2025_070 - Convention Espace Social et Culturel Victor Hugo (ESCVH) 2026-2028
--

Vu la demande de l'ESCVH,
Afin de permettre à la structure de réaliser les missions fixées par la convention liant l'association et la commune de Vivier-au-Court, et de fonctionner avant le vote des budgets prévisionnels, madame le Maire propose au Conseil Municipal le versement d'acomptes de subvention comme prévu dans la convention signée pour 2026-2027-2028.

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

AUTORISE le Maire à signer la convention financière avec ESCVH pour les années 2026-2027-2028

VOTE les versements d'acomptes et solde comme figurant à la convention pour les trois années à venir

18 voix pour

2025_071 - Demande de participation du collège pasteur pour achat d'un audiomètre
--

Madame le Maire indique que le collège de Vrigne-au-Bois a demandé à la commune de Vivier-au-Court de participer à l'achat d'un audiomètre (permet de réaliser des examens auditifs : sa fonction est de dépister des troubles auditifs chez les enfants au plus tôt) pour l'infirmière scolaire qui intervient au collège et dans les écoles primaires de Vivier-au-Court, Vrigne-au-Bois et St Menges.

Cet appareil a une valeur de 2 537.67 € TTC. La commune de Vrigne-au-Bois propose de participer à hauteur de 3/4 de la dépense soit 1 900 € (1/4 restant à charge du collège) et de partager entre les 3 communes la charge restante en fonction du nombre d'habitants.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

VOTE une subvention au collège Pasteur de 733 € pour l'achat d'un audiomètre

18 voix pour

Questions diverses

- Une classe de l'école élémentaire participe aux "Petits Champions de la Lecture", cette action mettant à l'honneur la lecture, l'école s'est associée à la médiathèque. La première étape, la finale à l'échelle de l'école pour déterminer quel(le) élève se rendra aux finales départementales se déroulera le **Vendredi 23 janvier de 18h00 à 19h30** à la médiathèque. Madame Corbellari sollicite la commune pour savoir qui souhaiterait être membre du jury de sélection ?

Madame Inès SILICANI se porte candidate

- Remerciements à la commune de la Mme Juliette CYMBERT, coordinatrice Petite Enfance pour l'achat du sapin à la crèche de Vivier-au-Court
- Madame le maire souhaite remercier au nom du Conseil Municipal les élus s'étant investis pour la préparation et la réalisation de l'exposition Camion qui s'est déroulée au préau panier du 5 au 8 décembre. Cette exposition a reçu de 30 à 50 personnes par jour en moyenne. Une partie de l'exposition sera visible en mairie et une autre à la médiathèque dès début 2026.

Les sujets étant épuisés, le Maire lève la séance à 21h10.

Madame VIOT Léa
Secrétaire de séance



Madame NICOLAS-VIOT Dominique,
Maire

